

Lettre d'information



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

Lettre n° 2024 - 10

Octobre 2024

Dans les villes comme dans les campagnes, l'urgence d'un nouvel élan pour les services publics et la Sécurité Sociale !



École, santé, transports, la Poste,... Au début des années 2000, la France faisait encore référence au plan mondial pour la qualité de ses services publics. Depuis, la situation s'est profondément détériorée.

Les coupes claires dans les services publics se sont multipliées, avec en 2024, la suppression de 10 milliards d'euros sur un budget déjà insuffisant.

Le prétexte aujourd'hui est le déficit budgétaire mais celui-ci trouve son origine principalement, dans les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux plus riches. C'est ce que montrent les rapports successifs de la Cour des comptes qui évalue les baisses d'impôts à 62 milliards en 2023 après celles des années précédentes.

Cela n'empêche pas le Premier ministre d'annoncer de nouvelles coupes d'ampleur inédites d'au moins 40 milliards d'euros pour 2025, lors de son discours de politique générale du 1^{er} octobre.

Les grandes entreprises et les super riches seraient peut-être mis à contribution mais seulement à titre exceptionnel pour 2025 alors que les deux tiers de l'effort seraient supportés par les couches populaires.

Dans ces conditions à force de dégradations continues les services publics et la Sécurité Sociale sont à un point de bascule et ne pourront plus assurer l'accueil égal de tous usagers. C'est notre modèle social fondé sur les valeurs républicaines de liberté, d'égalité de fraternité qui est en jeu !

Ce plan d'austérité va conduire à encore plus de difficultés pour les hôpitaux, les écoles, le logement, pour les fins de mois,... Il en est de même pour la transition écologique indispensable. Pour régler la crise sociale, le premier ministre veut plus de répression, plus de place dans les prisons. Les migrants sont une nouvelle fois ciblés comme boucs émissaires.

Mais la réponse réelle ne peut en aucun cas être celle de l'autoritarisme et des atteintes aux libertés d'un gouvernement qui ne reflète aucunement le choix des électeurs.

Nous avons besoin d'autre chose ! Notre république est fragilisée. Notre société a besoin de justice sociale et fiscale, d'égalité et de plus de démocratie.

Il faut pour cela des services publics de proximité. Cela passe aussi par des fonctionnaires reconnus pour leur rôle social avec des droits statutaires renforcés et des rémunérations revalorisées.

La Convergence nationale des collectifs de défense et développement des services publics appelle chacun à se mobiliser dans son département, sa ville, son village pour défendre et améliorer le fonctionnement de sa poste, son école, ses services de santé, ses services municipaux...

Il y a urgence à se rassembler, à travailler ensemble organisations associatives, syndicales politiques partageant ces objectifs pour reprendre la main sur nos vies.

Elle appelle à dire STOP aux fermetures et dégradations des services publics et à agir pour la réouverture des accueils et mettre en place de nouveaux services publics, pour l'eau, le logement, l'autonomie, la petite enfance,... Cette défense des services publics locaux doit être articulée avec la mobilisation contre les budgets de l'État et celui de la Sécurité Sociale qui les détruisent.

La Convergence nationale des collectifs de défense et développement des services publics appelle à faire vivre le Nouvel Élan pour les Services Publics lancé lors du rassemblement national de Lure en mai 2023, en développant les mobilisations locales et en construisant une initiative nationale faisant partager toutes nos luttes sectorielles et énonçant nos exigences de réelles alternatives de société.

La convergence nationale fera connaître toutes ces initiatives, organisera une mobilisation pour le 80^{ème} anniversaire de la Sécurité Sociale et contribuera en tant que de besoin à leur réalisation.

CA de la Convergence - Paris le 2 octobre 2024

Fête de l'Humanité



pour La Convergence a partagé avec la Coordination des Hôpitaux et Maternités de proximité un stand à la Fête de l'Humanité. Durant 3 jours

- c'est près de 1200 signatures qui ont été recueillies sur notre pétition contre les restes à charge pour les malades,
- nous avons distribué notre tract sur le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS 2025)
- Isabelle Mathurin, coprésidente a représenté la Convergence à un débat organisé par Génération S. Elle y a rappelé les attaques généralisées contre les services publics, rendant très difficiles l'accès des usagers, que ce soit dans le domaine du rail, de l'énergie ou de la santé notamment. Elle a aussi appelé à renforcer les collectifs de défense des services publics sans la contribution desquels un rapport positif de force ne peut pas se créer en faveur de nouvelles conquêtes pour l'ensemble des services publics.

[Texte du tract](#)

Nos campagnes



Nouvelles menaces

La décision du gouvernement de ne pas verser à la Poste 50 millions d'euros sur les 105 votés dans la dernière loi de finances, devrait se traduire par la fermeture de milliers d'agences communales et probablement d'un nombre important de bureaux de poste. Cette menace s'ajoute à la baisse programmée de la diffusion de la presse et la mission d'accessibilité bancaire pour les exclus du système bancaire.

Ces mesures sont d'autant plus inacceptables que les profits réalisés dans d'autres activités ne sont pas redistribués et vont alimenter les dividendes.



Non aux restes à charge pour les patients

Les réponses apportées par le 1^{er} ministre dans son discours de politique générale ne sont pas à la hauteur au moment où notre système de santé s'effondre. De graves menaces se dessinent : sur les ALD, sur les franchises, avec une nouvelle journée de solidarité, sur le nombre de jours de carence, ... La financiarisation de la santé s'installe insidieusement. Face à la



L'école a besoin de vous

L'Éducation est aujourd'hui à un point de bascule. Le budget en préparation laisse craindre de nouvelles dégradations...

Pour la Convergence il est urgent de réagir collectivement. Elle a déjà rejoint le collectif Riposte et celui pour une École Publique laïque qui travaille à la construction d'un plan de sortie du financement public de l'école privée.

Mais elle entend aussi contribuer à organiser et soutenir tous celles et ceux, particulier ou association, qui prendront des initiatives, (réunion

La Convergence va engager une campagne d'information en direction des usagers pour alimenter des luttes locales. Elle s'adressera au parlementaires.

désinformation le groupe de travail Santé/Sécu va produire des argumentaires. Le CA de la Convergence a décidé d'organiser en janvier 2025, dans le cadre du Nouvel Élan pour nos Services publics, une réunion publique pour faire le point des questions de santé et lancer une **campagne pour les 80 ans de la Sécu.**

publique, rassemblement, etc.) visant à mobiliser localement pour la défense de notre école publique

Pétition

Echos des actions des acteurs du service public



Pour l'école publique à Paris

Depuis longtemps, la FCPE Paris s'inquiète de l'emprise croissante du secteur privé sur le système éducatif de notre capitale. Faute d'informations précises et chiffrées sur le financement, la gestion et le contrôle des écoles privées parisiennes, elle a pris l'initiative de saisir la Cour des Comptes dans le cadre d'une « campagne de participation citoyenne » pour mettre en lumière les déséquilibres croissants entre les secteurs public et privé et obtenir le respect de la loi encadrant l'école privée à Paris. Sollicitée la Convergence Paris soutient cette initiative.

Plus d'infos sur le site de la FCPE 75



Frêt SNCF

Pour la défense du service public ferroviaire la Convergence nationale Rail appelle à participer le 26 septembre au rassemblement devant le ministère des transports organisée par les organisations syndicales de la SNCF. Elles entendent s'opposer au plan visant à la liquidation de l'activité de transports des marchandises, véritable gâchis social, économique, environnemental et industriel. La CNR en s'appuyant sur le rapport de la commission d'enquête parlementaire, demande un moratoire sur ce plan de dépeçage de FRET SNCF.



Défense du lycée agricole de Velet

Les lycées agricoles publics (LPA) assurent des formations en lien avec les problématiques de transition écologique, de développement des territoires ruraux, d'insertion professionnelle, de gestion de la forêt, ou autres thématiques qui favorisent les développements économiques locaux. La Coordination des Services Publics est signataire de l'Appel de Velet initié par les parents et enseignants du LPA de Velet. Le Collectif de Vigilance des Services publics de Haute Saône a demandé au Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté de répondre aux propositions élaborées par toutes celles et ceux qui veulent assurer un avenir pérenne aux lycées professionnels agricoles publics.

Activités de la Convergence

Lors de sa dernière assemblée générale, la Convergence a décidé de mettre en place des groupes de travail. L'objectif de ces collectifs est d'alimenter la réflexion de son conseil d'administration et d'animer les campagnes qu'il mènera. Ces groupes de travail sont ouverts aux adhérents de la Convergence et des organisations partenaires.

Des groupes de travail sont déjà constitués : Santé/Sécurité Sociale, Éducation, Logement. D'autres vont se mettre en place prochainement.

Pour y participer prenez contact avec la Convergence à l'aide du formulaire de notre site sant

Contact / Adhésion



Convergence des Services Publics

convergenceservicespublics@gmail.com

Cet email a été envoyé à {{contact.EMAIL}}
Vous l'avez reçu car vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)

